



Jeudi-Noir

Favoriser la prise de conscience collective des galères des jeunes en matière de logement

➤ **La révolte des jeunes en galère contre le logement trop cher**

Depuis 1929 et le fameux krach du jeudi noir, la folie spéculative n'a jamais vraiment quitté les marchés financiers. 15 ans après le dernier krach – baisse des prix immobilier de 60% à Paris entre 1991 et 1995 – la spéculation est repartie de plus belle. Quand elle s'attaque au logement, ce sont des centaines de milliers de personnes qui sont chassées, repoussées loin des centres-villes, ou encore contraintes d'habiter des logements minuscules, insalubres et surpeuplés.

Le droit au logement est inscrit dans la Constitution. Mais l'Etat, loin de jouer son rôle de régulateur, a consacré ses efforts à l'entretien de la spéculation. Les politiques d'aides au logement (aide à la location et aide à l'accession à la propriété) n'ont fait que tirer les prix vers le haut. Les actuels propriétaires sont les principaux bénéficiaires des politiques du logement. **Pendant ce temps-là, les jeunes sont tout simplement laissés sur le carreau.** Que ce soit en étant contraint de rester chez les parents, en contactant un endettement sur 35 ans à l'âge de 30 ans, en surpayant leurs loyers (montant annuel du loyer 4 fois plus cher à 25 ans qu'à 65 !) ou en jonglant entre les situations précaires, ce sont les jeunes qui paient la facture de cette non-régulation.

➤ **Pourquoi Jeudi-Noir ?**

Pour les jeunes en recherche de logement, le jeudi est *la* journée noire : celle de la chasse aux petites annonces. Des logements toujours plus chers et des bailleurs toujours plus exigeants. C'est aussi la journée où on envisage des solutions alternatives : colocation, sous-location, logement chez des proches, squat, retour chez les parents ?...

A la sortie du PAP, lors des visites d'appartements, dans les agences immobilières : toutes les semaines nous attaquerons le mal-logement, le mettrons en lumière pour le faire sortir de l'oubli. En pointant du doigt la spéculation, entretenue par l'Etat, nous dénoncerons la supercherie immobilière : statistiques au mieux approximatives, aides aux locataires détournées de leur objectif et autres politiques publiques pro-cycliques, bref, **variante immobilière du bizutage social de la jeunesse.**

➤ **Pour une régulation du marché immobilier**

Sans passer au contrôle et au « tout Etat », les politiques du logement peuvent jouer un rôle stabilisateur, bénéfique aux propriétaires comme aux locataires. Elles doivent aider prioritairement les personnes qui ont besoin de se loger.

Aux pouvoirs publics de se mobiliser, à nous de le leur rappeler.



Jeudi-Noir

Favoriser la prise de conscience collective des galères des jeunes en matière de logement

➤ **La révolte des jeunes en galère contre le logement trop cher**

Depuis 1929 et le fameux krach du jeudi noir, la folie spéculative n'a jamais vraiment quitté les marchés financiers. 15 ans après le dernier krach – baisse des prix immobilier de 60% à Paris entre 1991 et 1995 – la spéculation est repartie de plus belle. Quand elle s'attaque au logement, ce sont des centaines de milliers de personnes qui sont chassées, repoussées loin des centres-villes, ou encore contraintes d'habiter des logements minuscules, insalubres et surpeuplés.

Le droit au logement est inscrit dans la Constitution. Mais l'Etat, loin de jouer son rôle de régulateur, a consacré ses efforts à l'entretien de la spéculation. Les politiques d'aides au logement (aide à la location et aide à l'accession à la propriété) n'ont fait que tirer les prix vers le haut. Les actuels propriétaires sont les principaux bénéficiaires des politiques du logement. **Pendant ce temps-là, les jeunes sont tout simplement laissés sur le carreau.** Que ce soit en étant contraint de rester chez les parents, en contactant un endettement sur 35 ans à l'âge de 30 ans, en surpayant leurs loyers (montant annuel du loyer 4 fois plus cher à 25 ans qu'à 65 !) ou en jonglant entre les situations précaires, ce sont les jeunes qui paient la facture de cette non-régulation.

➤ **Pourquoi Jeudi-Noir ?**

Pour les jeunes en recherche de logement, le jeudi est *la* journée noire : celle de la chasse aux petites annonces. Des logements toujours plus chers et des bailleurs toujours plus exigeants. C'est aussi la journée où on envisage des solutions alternatives : colocation, sous-location, logement chez des proches, squat, retour chez les parents ?...

A la sortie du PAP, lors des visites d'appartements, dans les agences immobilières : toutes les semaines nous attaquerons le mal-logement, le mettrons en lumière pour le faire sortir de l'oubli. En pointant du doigt la spéculation, entretenue par l'Etat, nous dénoncerons la supercherie immobilière : statistiques au mieux approximatives, aides aux locataires détournées de leur objectif et autres politiques publiques pro-cycliques, bref, **variante immobilière du bizutage social de la jeunesse.**

➤ **Pour une régulation du marché immobilier**

Sans passer au contrôle et au « tout Etat », les politiques du logement peuvent jouer un rôle stabilisateur, bénéfique aux propriétaires comme aux locataires. Elles doivent aider prioritairement les personnes qui ont besoin de se loger.

Aux pouvoirs publics de se mobiliser, à nous de le leur rappeler.